

Le coup de force de Kabila met le feu aux poudres

Joseph Kabila a nommé un nouveau gouvernement sans attendre le retour de Rome des évêques congolais chargés de la médiation entre le pouvoir et l'opposition. Ce véritable coup de force a allumé un nouveau cycle de violence dans plusieurs régions du Congo.

Des groupes de jeunes ont brûlé des pneus ou monté des barricades dans plusieurs quartiers de la capitale, où policiers et militaires sont déployés en masse, comme dans toutes les grandes villes du pays.

De premières échauffourées avaient

débuté mardi peu après minuit, avec des coups de feu dans plusieurs quartiers de Kinshasa pour faire taire des concerts populaires de sifflets et casseroles en signe de protestation contre le pouvoir.

Selon des sources officielles, neuf personnes ont été tuées à Kinshasa et deux à

Lubumbashi, la deuxième ville du pays. La Mission de l'ONU au Congo (Monusco) avait indiqué avoir enquêté sur des informations crédibles faisant état d'une vingtaine de tués dans la capitale. ■

« Nous sommes à deux doigts de pillages massifs »

RD CONGO Vive tension malgré le déploiement policier et les interdictions de manifester

- ▶ La promulgation du nouveau gouvernement et la fin du mandat présidentiel allument la violence au Congo.
- ▶ Plusieurs personnes ont trouvé la mort.
- ▶ Plusieurs régions du pays sont touchées.

Alors que Kinshasa attendait le retour des évêques, appelés en consultation à Rome et qui se préparaient à reprendre leur médiation ce mercredi, c'est un véritable coup de force qui a été mené quelques minutes avant la fin du mandat du président Kabila, dans la nuit de lundi à mardi : la liste du nouveau gouvernement a été promulguée, sans tenir compte d'un éventuel accord avec les plus récalcitrants des opposants qui ont donc été « dribblés ». Cette proclamation du nouveau gouvernement – une équipe de 68 personnes ! – a été saluée par un concert improvisé qui n'avait rien d'artistique.

Toute la ville a soudain retenti du bruit des sifflets, des casseroles battues avec l'énergie du désespoir et des coups de feu non identifiés se sont ajoutés à la cacophonie. En outre dans certains quartiers, Yolo et Matete, des colonnes de fumée, provoquées sans doute par des pneus enflammés, ont obscurci le ciel de la capitale tandis que, restés éveillés, de nombreux habitants sortaient dans les ruelles pour commenter la situation avec leurs voisins.

Tandis que des partisans de Kabila expliquaient que la promulgation du nouveau gouverne-

ment visait à éviter un vide du pouvoir et que l'équipe pouvait encore être remaniée sinon élargie, la plupart des Kinois exprimaient colère et indignation. L'équipe dirigée par M. Badibanga est en effet pléthorique : elle se compose de 68 ministres, dans un pays où le budget de l'Etat n'est que de 4,5 milliards de dollars. « Ils sont tellement nombreux qu'on ne leur trouvera même pas une chaise ou un bureau », commentait, goguenard, un Kinois joint par téléphone. Au vu du nom des élus, il ajoutait « qu'on a voulu récompenser tout le monde » et en particulier les membres de l'opposition qui,

après avoir participé au dialogue chapeauté par Edem Kodjo, avaient conclu un accord récuse par une partie non négligeable de la classe politique réunie dans le Rassemblement dirigé par Etienne Tshisekedi.

Ce « gâteau » aussi largement partagé laisse un goût amer : sa composition laisse deviner le souci d'envoyer en première ligne des poids lourds de la majorité présidentielle comme Léonard She Okitundu, qui fut chargé des droits de l'homme. Il aura la lourde charge de faire lever les sanctions prises par les pays occidentaux tandis que Lambert Mende demeure en charge des médias et Tambwe Mwamba de la Justice. Des personnalités de

l'opposition, jadis proches de Tshisekedi, l'homme à affaiblir et qui a appelé ses concitoyens à ne plus reconnaître Kabila, se retrouvent aussi à la table du « partage du gâteau », comme Holy Ilunga à la Santé (il était le médecin personnel de Tshisekedi...) ou

Tharcisse Loseke aux Finances.

Ces calculs d'apothicaire politiques ont été rapidement dépassés par la colère populaire : à Lubumbashi, fief de l'opposant et ex-gouverneur Moïse Katumbi, des tirs nourris ont commencé tôt dans la journée dans des quartiers populaires et les morts n'ont

pas tardé à s'accumuler : des sources privées ont dénombré 8 morts, victimes de tirs à balles réelles dans le quartier Matshipisha, 5 à la Katuba, deux élèves sur la route de Kipushi, tandis que 4 policiers et deux militaires ont également été tués. Le gouverneur de la province n'a fait état

pour sa part que de deux morts et trois blessés. « Nous sommes à deux doigts de pillages massifs », relevait un journaliste de la place, ajoutant que les dégâts matériels, après une journée de colère populaire, étaient déjà très importants.

La population en fureur a attaqué plusieurs stations-service (réputées pour appartenir à la famille Kabila) et quatre pompes à essence ont été incendiées. Ailleurs dans le pays, malgré le déploiement policier et les interdictions de manifester, la tension est également vive : à Kananga, dans le centre du pays, des tirs d'armes légères et des détonations d'armes lourdes ont provoqué des mouvements de panique et un prêtre catholique a décrit la fuite des habitants des quartiers proches de l'aéroport.

En fin de journée, des sources gouvernementales relevaient que les violences avaient fait neuf morts à Kinshasa. ■

COLETTE BRAECKMAN (avec AFP)

« Les ministres sont tellement nombreux qu'on ne leur trouvera même pas une chaise ou un bureau » UN KINOIS

coup de froid Bruxelles décide de réexaminer ses relations

L'absence d'un accord inclusif, malgré la médiation des évêques et l'absence de mesures de décripation, ont été notées avec regret par le gouvernement belge : le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders et celui de la Coopération Alexander De Croo, regrettant que des élections n'aient pas été organisées avant la date du 19 décembre, ont exprimé leur profonde préoccupation au sujet de la situation en République démocratique du Congo. Déplorant les nombreuses restrictions aux droits et libertés, la Belgique appelle à rétablir sans délai la liberté d'expression, de communication, d'association et de manifestation pacifique ainsi que l'indépendance de la justice.

Les ministres ont également décidé de réexaminer les relations entre la

Belgique et la République démocratique du Congo. Autrement dit, si les programmes de coopération déjà en cours seront maintenus, car ils bénéficient directement à la population et représentent environ une enveloppe de 1 milliard d'euros, en revanche, de nouveaux engagements seront examinés « avec la plus grande circonspection ».

En concertation avec l'ensemble des partenaires du Congo, la Belgique continuera à se montrer très vigilante à l'égard des responsabilités individuelles dans le cadre des atteintes aux droits de l'homme et de l'obstruction du processus démocratique.

La France suit le pas

La prompt réaction de la Belgique, déplorant l'absence d'un accord « inclusif », c'est-à-dire associant des personnalités

comme Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga, ou des représentants d'Etienne Tshisekedi, le leader historique de l'opposition,

connu pour sa radicalité, a été exprimée en même temps que la réaction française, elle aussi très dure. Paris a appelé mardi l'Union européenne à réexaminer ses relations avec la RDC au vu de la gravité de la situation sur place et s'est dit préoccupée par les informations faisant état d'arrestations ainsi que de violences à Kinshasa et à Lubumbashi. A l'instar de la Belgique, la France appelle les autorités et les forces de sécurité congolaises à agir dans le respect des droits de l'homme et assure que la responsabilité individuelle des auteurs de crimes et autres violations des droits de l'homme est engagée. ■

C.B.

COMMENTAIRE

COLLETTE BRAECKMAN



TALK AND FIGHT, NÉGOCIÉ ET COMBATTRE...

Le miracle n'a pas eu lieu : sans attendre le retour des membres de la Conférence épiscopale, qui avaient prévu de reprendre mercredi les négociations avec les derniers récalcitrants de l'opposition, Joseph Kabila, dans les dernières minutes de son mandat présidentiel, a nommé son nouveau gouvernement. Autrement dit, il a pris de court ceux qui, suivant le conseil du pape François, essayaient encore de « construire des ponts ». Défiant

l'opinion, il a ainsi adressé un pied de nez aux évêques qui, à sa demande d'ailleurs, avaient entrepris une négociation de la dernière chance.

Alors qu'il était jeune militaire dans les rangs de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo), un mouvement piloté par le Rwanda et qui finit par renverser Mobutu en 1997, Joseph Kabila, dans l'ombre de son père Laurent Désiré, apprit l'une des tactiques de base des rebelles auprès desquels il s'initiait au métier des armes : *talk and fight*. Parler, c'est-à-dire négocier, mais aussi combattre. Et ne jamais perdre de vue l'objectif final. Depuis les élections de 2011, contestées à cause de nombreuses fraudes et irrégularités, Joseph Kabila n'a jamais cessé de mettre

en œuvre cette méthode éprouvée : faire mine de négocier mais aussi combattre afin de rester au pouvoir au-delà des délais prévus. C'est ainsi qu'il organisait en 2012 les « concertations nationales », qui accouchèrent de résolutions qui ne furent jamais mises en œuvre. Le « dialogue politique » mené avec l'appui du médiateur nommé par l'Union africaine, Edem Kodjo, eut la même finalité : réunir la majorité présidentielle et des membres de l'opposition dans une vaste palabre, distribuer généreusement indemnités financières et promesses de partage du pouvoir et convaincre tout ce beau monde de l'impossibilité matérielle d'organiser les élections à la date prévue. Evidemment : la Commission électorale se révélait sous-financée, les listes n'étaient pas prêtes, les nouveaux

électeurs n'avaient pas été recensés... La nécessité s'imposait donc d'organiser un « glissement », c'est-à-dire un maintien au pouvoir qui ne dit pas son nom. Si le président demeure taiseux, ses proches s'expriment, s'engagent à soutenir un gouvernement de transition associant une partie de l'opposition. Durant des semaines, le *talk* occupe le devant de la scène. Mais dans les coulisses, c'est le *fight* qui domine : les forces de sécurité reçoivent du matériel neuf, la garde républicaine est renforcée et la répression se durcit. Mais on ne peut tromper tout le monde sans fin : s'il devait se confirmer que, comme d'autres avant eux, les évêques eux aussi ont été roulés, il faut craindre le coup de crosse. Sinon pire.